



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Arrêté préfectoral DCL/BEICEP n°20025-5 en date du 23 JAN. 2025, mettant en demeure la société TOTAL Energies Marketing France de respecter l'article 6.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire DCL/BEICEP n°2023-292 du 20 novembre 2023 visant à mettre à jour et à consolider les prescriptions techniques réglementant les installations classées pour la protection de l'environnement du dépôt pétrolier sis au 23 à 25, route de la Seine, 92 230 à Gennevilliers et qui est exploité par la société TOTALENERGIES Marketing France.

Le préfet des Hauts-de-Seine,

Vu le code de l'environnement, parties législative et réglementaire,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret du 15 avril 2022, portant nomination de monsieur Pascal Gauci, en qualité de sous-préfet de Nanterre, secrétaire général des Hauts-de-Seine,

Vu le décret du 31 octobre 2024, portant cessation de fonction et nomination du préfet des Hauts-de-Seine – M. BRUGERE (Alexandre),

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire DCL/BEICEP n° 2023-292 du 20 novembre 2023 visant à mettre à jour et à consolider les prescriptions techniques réglementant les installations classées pour la protection de l'environnement du dépôt pétrolier sis au 23 à 25, route de la Seine, 92 230 à Gennevilliers et qui est exploité par la société TOTALENERGIES Marketing France,

Vu l'arrêté SGAD n°2024-50 du 15 novembre 2024, portant délégation de signature à Monsieur Pascal GAUCI, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu l'avis de la direction générale de la prévention des risques du ministère de la transition écologique du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des Etudes de Danger (EDD) des installations classées pour la protection de l'environnement de statut SEVESO seuil haut,

Vu l'étude de danger du dépôt pétrolier TOTALENERGIES Marketing France transmise au préfet en avril 2019,

Vu la transmission, par courrier du 18 avril 2024, de la notice de réexamen quinquennal de l'Etude de Danger (EDD) de la société TOTALENERGIES Marketing France,

Vu le rapport du service risques et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine de la direction régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Ile-de-France, en date du 13 décembre 2024, proposant au préfet de mettre en demeure la société TOTALENERGIES Marketing France,

Vu le courrier en date du 13 décembre 2024 de monsieur l'adjoint à la cheffe du service risques et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine de la DRIEAT d'Ile-de-France transmettant à l'exploitant le rapport du même jour et l'informant de la possibilité de formuler des observations dans un délai de 15 jours, à compter de la réception du courrier,

Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant dans le délai octroyé,

Considérant que la notice de réexamen quinquennal de l'EDD présentée par TOTALENERGIES Marketing France porte uniquement sur la complétude de cette dernière par rapport aux 11 items devant être analysés au regard de l'avis du 8 février 2017 précité,

Considérant que l'exploitant a formalisé dans la notice de réexamen quinquennal de son EDD le passage en revue de l'ensemble des critères énumérés au point II de l'avis du 8 février 2017

Considérant que les événements en lien avec le risque industriel étudiés dans cette notice sont ceux survenus sur le dépôt entre le 1^{er} mai 2019 et le 31 octobre 2023,

Considérant que le troisième item prévu par l'avis du 8 février 2017 concerne l'analyse par l'exploitant des évolutions scientifiques et techniques concernant les substances dangereuses et des phénomènes dangereux,

Considérant que dans sa notice de réexamen de l'EDD précité l'exploitant n'a pas réalisé d'analyse de phénomènes dangereux et d'évaluation des distances d'effets, qui pourrait servir de fondement à l'élaboration des plans de secours (notamment du PPI),

Considérant que l'article 6.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire DCL/BEICEP n° 2023-292 du 20 novembre 2023 relatif à la révision de l'EDD impose que :

- conformément à l'article R.515-98 du code de l'environnement, l'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen au moins tous les cinq ans et d'une mise à jour si nécessaire. Le réexamen de l'étude de dangers sera réalisé pour le mois d'avril 2024 au plus tard.
- dans le cadre du réexamen de l'étude de dangers, l'exploitant étudiera le phénomène dangereux de rupture de bac avec effet de surverse ou effet de vague afin que les conclusions de l'analyse puissent être utilisées pour l'élaboration du plan particulier d'intervention (PPI).

Considérant que la notice de réexamen de l'EDD précitée a été étudiée de manière incomplète par l'exploitant,

Considérant que cela ne permet pas le respect de l'article 6.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire DCL/BEICEP n° 2023-292 du 20 novembre 2023 précité,

Considérant que cela constitue une non-conformité notable,

Considérant qu'il convient de faire respecter les intérêts protégés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de monsieur le secrétaire général,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société TOTAL Energies Marketing France, représentée par son directeur, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions imposées à l'article 6.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire DCL/BEICEP n° 2023-292 du 20 novembre 2023 applicables à son établissement situé au 23-24, route de la Seine à Gennevilliers.

L'exploitant doit compléter sa notice de réexamen quinquennal de son EDD en réalisant des analyses des phénomènes dangereux et d'évaluation des distances d'effets, afin que les conclusions de l'analyse puissent être utilisées pour servir de fondement à l'élaboration des plans de secours, notamment le plan particulier d'intervention (PPI).

ARTICLE 3 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

ARTICLE 4 : Publication

Le présent arrêté sera notifié au représentant légal de la société.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée de deux mois minimum.

ARTICLE 5 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Gennevilliers, monsieur le directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Pour le Préfet des Hauts-de-Seine,
par délégation,
Le Secrétaire Général

Pascal GAVCI

